

Si nous jetons un regard sur le dernier siècle de notre histoire, nous voyons que le Canada a traversé plusieurs crises dans lesquelles les deux partis ont considéré comme nécessaire de s'unir, d'éviter un conflit, pour résoudre d'importantes questions. Mais le Canada, pour ce qui concerne son avenir, a encore devant lui la période de son histoire la plus difficile à traverser. Pendant plusieurs années, le Canada s'est développé excessivement; il a contracté au dehors des emprunts très disproportionnés à ses ressources. Il est arrivé à un tournant où il faut nécessairement qu'il s'arrête. Le temps de s'arrêter est justement arrivé, au moment où la malheureuse guerre qui sévit actuellement nous a atteints. Que nous soyons obligés d'y faire face, la chose est incontestable; mais les charges et responsabilités qu'elle impose pèseront bien lourdement sur nos épaules lorsqu'elle sera terminée.

Ce que je veux dire c'est qu'il nous faut aborder les questions qui se présentent en nous plaçant exclusivement au point de vue patriotique, n'ayant en vue que les intérêts du Canada. C'est dire qu'il faut mettre entièrement de côté tout esprit de parti.

Quelques VOIX: Ecoutez, écoutez.

L'honorable M. EDWARDS: Si jamais le Canada a eu besoin d'hommes forts, des hommes d'affaires et capables de le gouverner, c'est bien aujourd'hui. Certains honorables sénateurs croient, peut-être, qu'un changement de gouvernement nous procurerait ces hommes. Non, messieurs, et aussi longtemps que le jeu des partis se continuera dans notre Parlement, le changement que je préconise ne saurait se produire. Le temps est arrivé où le premier ministre devrait s'entourer d'hommes les plus forts qu'il y ait en Canada pour former une administration. Je ne critique aucunement le gouvernement actuel; mais je dis simplement qu'aucun parti politique, qu'il soit libéral ou conservateur, ne peut gouverner, aujourd'hui, le Canada conformément aux meilleurs intérêts de ce dernier.

Nous avons construit trop de chemins de fer—et cela au grand détriment du pays. Le besoin qui presse le plus, aujourd'hui, est la nomination d'une commission composée d'hommes expérimentés, et chargée de faire une enquête sur les conditions dans lesquelles se trouvent nos chemins de fer, et de voir s'il ne serait pas à propos, et dans l'intérêt du Canada, de discontinuer l'exploitation d'un certain nombre de ces chemins.

Mon honorable ami (l'honorable M. Choquette) dit: "Oh!" mais il n'a pas la compétence requise pour exprimer une saine opinion sur cette question.

L'honorable M. CHOQUETTE: Je vous demande pardon; mais j'ai simplement dit que la question que soulève présentement l'honorable sénateur n'a rien à faire avec le bill qui est maintenant devant nous. Le temps ne me paraît pas bien choisi pour discuter les questions de chemins de fer. Quant à ma compétence j'admets que l'honorable sénateur de Russell est peut-être plus compétent que je ne le suis; mais je suis, de mon côté, quelque peu renseigné sur ce sujet.

L'honorable M. EDWARDS: Les observations que je suis en voie de faire se rattachent à la question maintenant soumise à la Chambre.

L'honorable M. WATSON: A une question de chemins de fer militaires.

L'honorable M. EDWARDS: Il ne s'agit pas de chemins de fer militaires; mais il convient d'attirer, comme je le fais, l'attention sur la situation dans laquelle se trouve actuellement le Canada. Mais je ne désire pas retenir plus longtemps l'attention de la Chambre. J'ai voulu simplement émettre l'opinion que je viens d'exprimer. Nous n'avons qu'une seule chose à faire, aujourd'hui, c'est de nous unir comme patriotes et non comme des politiciens ou des partisans. L'intérêt vital du Canada exige cette union. Le Canada est maintenant chargé de la solution d'un problème plus difficile que celui qu'ont à résoudre les autres pays engagés dans la présente guerre, y comprise la Belgique.

L'honorable M. CLORAN: Qu'avez-vous à dire du droit de vote accordé aux soldats par le présent bill?

L'honorable M. EDWARDS: Je ne discute pas ce point.

L'honorable M. CLORAN: C'est, cependant, ce que vous devriez discuter.

L'honorable M. EDWARDS: Je ne fais que mentionner incidemment la situation actuelle du Canada et ce que requiert cette situation, c'est-à-dire, une union patriotique de tous les partis dans l'intérêt commun.

Le PRESIDENT (de la Chambre): Est-ce le plaisir de la Chambre d'adopter la motion demandant la troisième lecture du bill?